

## AKTUELL

DROITS D'AUTEUR

# Créatif hors du commun

Luc Caregari

**Cette semaine, le Luxembourg a lancé les licences « Creative Commons ». Derrière ce nom se cache la possibilité pour un-e auteur-e de partager librement ses créations.**

Les droits d'auteur sont un sujet ennuyant, mais restent d'actualité à cause de la bataille que mènent les « pirates » de l'internet et les grandes multinationales. Alors que les premiers essaient d'imposer le « tout est gratuit », les deuxièmes défendent leurs droits de façon de plus en plus agressive. Les « Creative Commons » font figure de médiateurs entre les deux positions extrêmes. En proposant des licences pour créateurs où ceux-ci peuvent choisir entre plusieurs options, ils libèrent les oeuvres tout en préservant certains droits des créateurs. Ceux-ci peuvent choisir entre plusieurs types de licences : celle qui ne réserve que la paternité de l'œuvre est la plus basique, c'est-à-dire que chaque autre utilis-

teur pourra copier, modifier et distribuer cette œuvre sous condition qu'il mentionne le nom de l'auteur. Les autres licences contiennent des restrictions supplémentaires comme l'interdiction de modification ou de l'utilisation commerciale ou encore celle du partage des conditions initiales à l'identique, qui permet modification et distribution de l'œuvre mais seulement sous les mêmes conditions que celle-ci a été créée.

En fait, les « Creative Commons » ne font qu'appliquer aux œuvres culturelles de tout genre - musique, vidéo, photo, littérature - ce que Linux a développé contre l'hégémonie Microsoft : un moyen de fonctionner librement sans pression commerciale sur la base d'un contenu libre et modifiable par tous les membres de la grande communauté internet. Comme l'a rappelé John Buckman, le fondateur du label Magnatunes et membre du Conseil d'administration de « Creative Commons » aux États lors de la conférence de lancement lundi

dernier au CRP Henri Tudor, l'invention de ces licences est américaine. Et c'est vrai, il y a dans le fait d'utiliser ces licences un certain charme pionnier. « On va vers l'Ouest et on ne sait pas exactement ce qui nous attend. Pourtant, je ne crois pas que les grandes multinationales vont disparaître, mais plutôt qu'une co-existence pacifique va s'établir », estime Laurent Kratz, le chef de la start-up eschoise Jamendo, la première plateforme musicale du Luxembourg à utiliser ces licences, lors de la même conférence.



Si les « Creative Commons » ne révolutionnent pas tout le business, c'est aussi parce qu'ils ne sont en fait qu'une adaptation à la réalité sur internet, une sorte de traduction en termes légaux des pratiques courantes. De toute façon, les internautes copient et redistribuent chaque jour des contenus et l'arrivée du web 2.0 où chacun-e peut monter son site ou blog personnel n'a fait qu'amplifier ce phénomène. Le problème est que les sociétés de droits d'auteur - comme la Sacem au Luxembourg - qui veillent normalement à ce que les auteurs soient payés pour l'utilisation de leur œuvre, ne sont pas en mesure de sur-

veiller tous ces mouvements. En plus, elles sont spécialisées dans d'autres médias, comme la radio et la télévision ou encore les reproductions mécaniques - disques ou cassettes - des œuvres. Néanmoins, « Creative Commons » n'est pas non plus capable de les remplacer. Car le point faible de ces licences est que personne ne peut garantir un usage correct, ni une rémunération de l'auteur si son œuvre est reproduite quelque part. C'est ce que se sont dits aussi les braves gens de « Creative Commons » aux Pays-Bas. Et de développer la licence « CC-Plus » en collaboration avec la Buma/Stemra, la Sacem néerlandaise. L'atout principal des licences « CC Plus » est que la société des droits d'auteur garde les droits commerciaux et veille à ce que l'auteur soit payé, alors que celui-ci peut aussi distribuer sa musique gratuitement par internet. Peut-être que les Néerlandais ont trouvé là une piste pour rendre « Creative Commons » encore plus attractif, même si leur idée a un bémol : ce n'est qu'un projet pilote d'une durée limitée à un an.

En tout cas, le Luxembourg dispose déjà de solides bases dans les « Creative Commons ». Ainsi, non seulement Jamendo les utilise, mais aussi la Bibliothèque nationale (pour la Luxembourgenia), le site de la ville de Luxembourg et le projet communal de Luxembourg 2007, baptisé « flash 2007 ».

GENDER BUDGETING

# Frauenfußball und Männerbildung

Christiane Walerich

**Die Stadt Esch hat bei der gleichstellungsorientierten Politik die Nase vorn - auch gegenüber dem Staat.**

Frauen sind als Trainerinnen im professionellen Sport unterrepräsentiert. Hingegen verschwinden Männer zunehmend aus den höheren Bildungsbereichen. Dies sind nur zwei beliebige Beispiele für das bestehende Ungleichgewicht zwischen Frauen und Männern, das nach wie vor auf vielen Ebenen, national, regional und kommunal, offensichtlich ist. Hier setzt gender budgeting an:

„Diese Methode zielt auf eine paritätische Umverteilung der Gelder zum Zweck der Geschlechtergleichstellung,

sowie auf eine Sensibilisierung, um Diskriminierungen aufgrund des Geschlechts abzubauen“, so Marion Böker, Berliner Beraterin in Sachen Menschenrechte und Genderfragen. Böker, die für eine Reihe von aktuellen Workshops von der Gemeinde Esch engagiert wurde, soll bei der Aufstellung eines Aktionsplanes behilflich sein, der eine geschlechtergerechte Haushaltsführung vorsieht.

In der Tat können gerade die Gemeinden, die mit ihren politischen Strukturen nah beim Bürger sind, hier viel bewegen. Und Esch gehört zu den ersten Gemeinden, die sich bewusst am Prinzip des Gender budgeting orientieren will - während landesweit hier noch immer Handlungsbedarf

besteht: Nicht nur, was die Präsenz von Frauen und Männern in den Gemeindekommissionen oder beim Gemeindepersonal anbelangt, ist keine paritätische Aufteilung festzustellen. Auch der Stadtentwicklungsplan, Infrastrukturen im Bereich der Kindertagesstätten, Altersheime und Jugendhäuser sowie Freizeitaktivitäten der Gemeinde sind nach wie vor kaum an Kriterien einer gleichstellungsorientierten Politik organisiert - dementsprechend auch die Verteilung des Gemeindebudgets.

Die Gemeinde Esch will jedoch zunächst nur die Bereiche Kinder, Jugend, Sport und Kultur im Sinne des gender budgetings entwickeln. „Der Schöfferrat hat sich für diese Schwerpunkte entschieden, weil wir in diesen Bereichen Projekte wie den Jugendkommunalplan haben, sowie über Daten aufgrund der Kinderbetreuungsstudie verfügen“, meint Nicole Jemming, Verantwortliche des Escher Chancengleichheitsbüros.

Für die Ausarbeitung der Zielvorgaben lässt sich die Escher Gemeindezeit bis 2009: In einem ersten Schritt sollen vorhandene Statistiken ver-

bessert und Daten gesammelt werden, um zu klären, in welchem Maß Männer und Frauen bisher in den Nutzen öffentlicher Mittel gekommen sind. Anhand dieser Ergebnisse sollen dann geschlechtergerechte Zielsetzungen definiert werden, die im Gemeindehaushalt ab 2010 zum Tragen kommen sollen.

Somit ist Esch sogar schneller und fortschrittlicher als der Staat: „Nicht nur viele Gemeinden - auch der Staat tut sich schwer, die neue Methode des gender budgeting umzusetzen. Denn es erfordert ein ganz neues Know-how“, so Maddy Mulheims, Beraterin im Chancengleichheitsministerium.

In der Tat tut sich der Staat nicht nur schwer damit - sondern gender budgeting ist trotz der Motion vom 23. März 2005, die einen geschlechtergerechten Staatshaushalt vorsieht, für die jetzige Legislaturperiode überhaupt nicht mehr eingeplant. Als Ursache für dieses Aufschieben wird in der ministeriellen Antwort auf die Anfrage der CSV-Deputierten Josée Franck der Umfang und die Schwierigkeit der Mission benannt.